



Pouvoir d'achat, Santé

Union départementale CGT de Seine et Marne
15 rue Pajol 77000 Melun
Courriel : udcgt77@wanadoo.fr
Site internet : www.cgt77.fr

L'AUSTÉRITÉ, UN MAUVAIS COUP POUR L'ÉCONOMIE

« Il n'existe pas d'exemple d'une économie qui ait redémarré grâce à l'austérité. » Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie.

C'est pourtant ce qu'ont fait Emmanuel Macron et ses prédécesseurs.

Mais l'austérité ne s'applique pas à tout le monde. **Des milliards sont distribués aux entreprises, ou plutôt à leurs actionnaires**, alors que le Comité d'évaluation des réformes de la fiscalité fait état d'une explosion des dividendes chez les 0,1 % les plus fortunés, après la suppression de l'ISF et l'abaissement de la fiscalité sur le capital. Les dividendes ont augmenté de 60 % en 2018, pour atteindre 23,2 milliards d'euros !

La pauvreté s'étend, mais la fortune des 0,1 % de Français, les plus aisés a augmenté d'un quart depuis 2017.

Ce dont le pays a besoin c'est d'un plan de relance du pouvoir d'achat des salariés et des retraités. Ce n'est pas le moment de réduire leur pouvoir d'achat ! Ils en ont besoin pour eux et leur famille, notre économie en a besoin, car ils ne sont pas seulement des consommateurs utiles à l'économie, ils participent à hauteur de 8 % à la production de richesses en France. Souvent, ils aident financièrement leurs enfants, petits enfants touchés par le chômage. Leur contribution à la vie sociale est décisive dans cette période de crise sanitaire et économique.

La France ne manque pas d'argent mais de justice sociale.

Les salariés, retraités et privés d'emplois de Seine et Marne, refusant d'être des citoyens de seconde zone exigent :

Des moyens dans les hôpitaux publics, les EHPAD, le médico-social et le social en réponse aux besoins de la population - La réouverture des lits et services fermés dont ceux de réanimation - Plus de moyens humains, plus de professionnels formés et justement rémunérés, embauchés sous statut (public) et en CDI (privé) - L'augmentation des salaires, +300€ pour TOUS immédiatement et revalorisation des grilles salariales- Un plan d'urgence pour l'accès aux soins médecine de ville.- Le financement par la répartition des richesses (cotisations salariées et dites « employeur ») d'une sécurité sociale intégrale - La gratuité du passage aux urgences.

Rien n'a été fait pour renforcer notre système de santé en moyens humains et matériels, hormis la fabrication de masques qui ne sont toujours pas gratuits, le dépistage est dérisoire et les tests quasiment inaccessibles. **Au contraire les suppressions de lits continuent** de plus belle en pleine reprise de l'épidémie, le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2021 prévoit une économie de 4 milliards sur les dépenses de santé. Comment s'étonner que de nombreux hôpitaux soient déjà saturés, les personnels soignants épuisés, les personnes les plus fragiles sont encore plus menacées.

Le scandaleux « forfait urgences »

Les députés de la majorité présidentielle ont voté un "forfait patient urgences" de 18 euros pour les passages en urgences non suivis d'une hospitalisation. Qui parmi les plus démunis d'entre nous se décidera à appeler les urgences sous la menace de devoir payer cette somme?

Inacceptable !

Le gouvernement semble uniquement préoccupé par l'activité économique, mais là encore il se soucie surtout d'assister les grandes sociétés, qui continuent pourtant de supprimer des emplois et de distribuer généreusement des dividendes au mépris de la solidarité nationale.

Une juste rémunération contribue à l'amélioration des revenus des actifs, à l'augmentation des recettes de la protection sociale et à l'augmentation des salaires et des pensions de retraite. C'est vers le haut qu'il faut revaloriser salaires et pensions et non l'inverse.

Rendez-vous à partir de 10h à la Préfecture